

Draelants, H. (2026). *Éduquer pour le climat ? Pourquoi savoir ne suffit pas pour agir*. Presses de Sciences Po. 148 pages.

Pourquoi l'accumulation des connaissances sur le changement climatique ne se traduit-elle pas automatiquement en action ? Cette question constitue le point de départ de l'ouvrage. Hughes Draelants réussit la prouesse, pour y répondre, de rendre accessibles les tensions éducatives que fait émerger la crise climatique tout en préservant leur forte complexité. Le propos de l'ouvrage est ancré dans un contexte marqué par l'urgence climatique ainsi que par de fortes attentes vis-à-vis de l'éducation, et peut être déplié en quatre mouvements : problématiser les défis que représente le changement climatique pour les systèmes éducatifs, présenter des cadrages théoriques nécessaires à leur analyse, proposer des illustrations pédagogiques spécifiques, et enfin ouvrir des pistes concrètes pour qu'éducation et durabilité s'alignent davantage au niveau des pratiques et des politiques éducatives.

L'auteur introduit son propos par une tension fondamentale. Il indique que malgré une sensibilisation croissante de la population, les indicateurs environnementaux continuent de se dégrader et qu'aujourd'hui l'inaction face au changement climatique ne peut être expliquée par un simple déficit de connaissances. En effet, pour lui « l'inertie n'est pas le fruit d'un déficit d'information, mais le produit d'un système d'invisibilité » (p.12), celui-ci étant le résultat de la « modernité capitaliste » fonctionnant au travers de l'invisibilisation des moyens de production notamment. Pour ces raisons, il interroge la tendance à faire de l'éducation la réponse privilégiée à un problème dont les causes représentent pourtant « un ensemble de processus sociaux, techniques et culturels » (p.40).

C'est ainsi qu'est introduit le concept d'*educationalisation* – issue de la pensée anglosaxonne auquel l'auteur puise – pour présenter et questionner cette tendance à transformer des problèmes politiques en défis, voire en injonctions pédagogiques. Le changement climatique s'inscrit dans cette dynamique, l'éducation étant de plus en plus mobilisée comme une réponse à une crise pourtant avant tout structurelle. Pour explorer cet enjeu, les différents chapitres amènent le lecteur à se familiariser avec les problématiques soulevées par le duo « changement climatique/éducation » et à s'approprier des cadres théoriques pour les analyser.

Parmi les problématiques évoquées, la première s'inscrit dans une logique globale et interroge les fortes inégalités Nord-Sud relatives à la crise climatique ainsi qu'à la place de l'éducation comme réponse à cette crise. Dans certains contextes du Sud, l'éducation devient une ressource cruciale, nécessaire à l'adaptation (voire à la survie), tandis qu'au Nord l'accumulation de savoirs peut être « neutralisée » par le confort ou l'abstraction qui entoure les questions climatiques. De plus, dans ce contexte, Hugues Draelants indique que la conscience climatique peut se retrouver guidée par l'orientation politique des individus. Au travers d'exemples très concrets, l'auteur met ainsi en évidence la complexité des enjeux climatiques et la nécessaire force de l'éducation pour y répondre ; celle-ci doit prendre place à différents niveaux, avec différents types de savoirs et face à des publics variés dans des contextes résolument différents.

Afin de circonscrire l'inertie climatique au cœur de l'ouvrage, l'auteur propose ensuite un cadre conceptuel s'articulant autour de quatre dimensions qui permettent de saisir les raisons de l'inertie dénoncée : (1) une dimension matérielle, par la dissociation entre les lieux de production et de consommation ; (2) une dimension sensible, puisque les sociétés occidentales restent encore relativement protégées des effets les plus immédiats de la crise ; (3) une dimension cognitive, en raison du caractère complexe, diffus et abstrait du phénomène ; et (4) une dimension axiologique, à travers les résistances liées aux systèmes de valeurs et aux visions du monde qui conduisent à minimiser ou à nier les enjeux climatiques.

Toujours dans une logique de compréhension et de lecture théorique de cette inertie, l'auteur présente le paradoxe de l'hypervisibilité : le changement climatique est un enjeu si omniprésent qu'il devient difficile à appréhender. Son ampleur dépasse les capacités ordinaires de représentation et d'action des individus. Pour penser nos réactions Hughes Draelants distingue alors quatre postures qui « structurent le rapport des individus aux dérèglements climatiques » (p.68). Ces quatre logiques idéal-typiques d'appréhension de l'urgence climatique peuvent devenir, en tant que « modèle heuristique » (de l'« évidence incarnée » au « scepticisme par défaut », en passant par la « confiance médiatisée » et le « déni face au visible ») des outils clés d'analyse de la réception plus ou moins controversée des savoirs, prenant en compte les espaces sociaux et les effets perçus ou ressentis du changement climatique par les individus.

C'est ensuite au rôle de l'école face au changement climatique d'être examiné. L'auteur souligne la position délicate des enseignantes et enseignants, pris entre la nécessité de traiter un enjeu profondément politique et l'injonction à respecter un certain idéal de neutralité scolaire. À cette tension s'ajoutent les contraintes propres à l'institution scolaire, notamment sa clôture spatio-temporelle, qui limite son influence sur les pratiques quotidiennes, ainsi que les fortes inégalités sociales et matérielles qui conditionnent la capacité des élèves et de leurs familles à adopter des comportements, voire des raisonnements plus durables.

Si les premières sections du livre sont tournées vers la compréhension de cette « urgence immobile » (p.9) et les raisons qui la sous-tendent, les sections qui suivent sont caractérisées par l'analyse de dispositifs pédagogiques destinés à la prise de conscience relative aux enjeux climatiques. L'auteur débute par l'analyse de la *Fresque du Climat*, un dispositif pédagogique emblématique de l'éducation climatique, poursuit par l'analyse de la bande-dessinée comme outil de médiation, et s'intéresse enfin aux réseaux sociaux. Dans ces trois espaces pédagogiques, les questions autour du savoir et du rapport au savoir sont transversales. En effet, le changement climatique, de par sa nature complexe, soulève des interrogations relatives au statut des savoirs en jeu, à leur transmission et à leur réception.

L'ouvrage se clôt par un dernier chapitre élargissant la réflexion en interrogeant la place de l'éducation dans les systèmes de gouvernance mondiale. L'auteur montre que, si l'éducation est régulièrement présentée dans les discours internationaux comme un levier essentiel de la transition écologique, elle demeure largement absente des mécanismes de mise en œuvre. Autrement dit, elle occupe une place importante dans les déclarations d'intention, mais bénéficie de peu d'engagements politiques et de moyens concrets permettant de traduire ces ambitions en actions.

Ainsi, cet ouvrage constitue une contribution originale et stimulante au débat sur l'éducation au changement climatique. Accessible à un large public, il invite le lecteur à repenser les réponses habituellement apportées à la crise climatique et permet de prendre un recul sociologique sur des questions didactiques et pédagogiques relatives à l'enseignement du dérèglement climatique. Il met en lumière la complexité des mécanismes qui sous-tendent l'inaction climatique et appelle à une réflexion sur les dimensions structurelles de cette dernière, en montrant que la compréhension du phénomène ne peut se limiter à sa seule dimension cognitive, mais doit également intégrer ses dimensions sensible, matérielle et axiologique. Par cette analyse, l'auteur permet de porter un regard critique sur le processus d'éducationnalisation. En bref, l'école ne peut pas tout : si elle est bien un « levier systémique » (p.127), elle est inscrite dans des structures plus larges (notamment économiques) qui doivent, elles aussi, permettre de lutter contre notre immobilisme face à l'urgence climatique.

*Myriam Radhouane et Michelle Belli, Université de Genève*